

## Si vous emportez la liberté, les quatre saisons et je mourrai: Le quarante et unième bulletin (2019)



Zehra Dogan, Les pleureuses.

Chers amis,

Salutations du **Tricontinental : Institut de recherche sociale.**

La Turquie a envahi la Syrie. En particulier, la Turquie a traversé la frontière pour détruire la province kurde en grande partie syrienne de Rojava, au sud de la frontière entre la Turquie et la Syrie et à l'est du fleuve Euphrate. Le feu vert pour cette invasion a été donné par Washington, DC, lorsque le président américain Donald Trump a déclaré au président turc Recep Tayyip Erdogan que les États-Unis allaient retirer leurs troupes de la région. La population kurde syrienne – pas plus de deux millions de personnes – a pris le contrôle de ses propres terres, a construit une société créative dans la région et s'est battue pour elle contre les différents groupes djihadistes, plus récemment l'Etat islamique d'Irak et la Syrie (ISIS). Pour chasser ISIS de la région, les Kurdes syriens ont créé les Forces de défense syriennes (SDF), qui ont reçu une couverture

aérienne des États-Unis dans une guerre très sanglante. Aujourd’hui, les États-Unis ont – de par leur nature – décidé de trahir le sacrifice du SDF.

La Turquie – et les États-Unis – estiment que les formations politiques et militaires des Kurdes de Rojava sont en fait des groupes de front du Parti des travailleurs kurdes (PKK), que la Turquie – et les États-Unis – ont déclaré groupe terroriste. L’armée turque se heurtera à une résistance, mais elle créera bien sûr des souffrances. Ilham Ehmed, le coprésident du Conseil démocratique syrien, prévient que non seulement la Turquie détruira le projet Rojava, mais qu’elle a également menacé de procéder à un transfert de population en s’installant parmi les trois millions de réfugiés syriens qui sont actuellement en Turquie. Ces réfugiés syriens ne viennent pas de cette région, mais de la partie occidentale de la Syrie. Ce transfert de population entraînera un nettoyage ethnique (violation de l’article 49 de la quatrième Convention de Genève de 1949).

Les Kurdes luttent depuis longtemps à la fois pour une relation différente avec les États dans lesquels ils vivent (Irak, Iran, Syrie et Turquie) et pour leur propre patrie. Leur lutte a encouragé une immense créativité – y compris de nouvelles formes de vie sociale, mais certainement de puissantes productions culturelles. Parmi ces nombreux travailleurs culturels figure le poète Sherko Bekas (1940-2013), dont le diwan a donné naissance à un merveilleux poème qui fait la une de ce bulletin :

Si de mes poèmes  
tu arraches la fleur  
des quatre saisons de ma poésie  
une de mes saisons mourra.  
Si vous excluez l’amour  
deux de mes saisons vont mourir  
Si vous excluez le pain  
trois de mes saisons vont mourir.  
Et si vous enlevez la liberté  
les quatre saisons et moi-même mourront.

Aucune idée encore de l’impact de l’invasion turque. Qu’est-ce que cela signifiera pour le gouvernement syrien, ou même pour les militaires de l’Iran, de l’Irak et de la Syrie ? Une invasion militaire turque de la Syrie ouvrirait-elle la voie à une guerre régionale plus vaste ? Le résultat, en tout cas, sera terrible. **outcome**, in any case, will be terrible.

L’Organisation des Nations Unies a procédé à une évaluation correcte de la situation. Le coordinateur humanitaire de l’ONU pour la Syrie, Panos Moumtzis, a déclaré : » Nous ne savons pas ce qui va se passer.

Nous nous préparons au pire ». Et nous aussi, nous devrions le faire.



Oswaldo Guayasamin, *Los Mutilados*, 1976.

L'Équateur s'est dissous dans une crise. Le gouvernement a conclu un marché avec le FMI pour réduire les subventions et approfondir ses politiques d'austérité. Le prix du carburant a grimpé en flèche. Un nombre énorme de personnes sont descendues dans la rue le 3 octobre. Les forces de l'État ont agi avec violence, tirant des gaz lacrymogènes et arrêtant des centaines de personnes. Le président Lénine Moreno a déclaré l'état d'urgence, qui doit durer soixante jours.

L'an dernier, M. Moreno a nommé Richard Martínez, ancien président du Comité des affaires de l'Équateur, au poste de ministre des Finances. En juin 2018, Martínez a écrit une nouvelle politique économique pour l'Équateur avec sa plume néo-libérale. Le menu est passé des politiques d'allègement des lois fiscales, y compris des tentatives moins agressives pour éliminer les échappatoires fiscales et lutter contre l'utilisation des paradis fiscaux, pour réduire le nombre d'emplois dans l'État, en particulier dans les domaines de la réglementation et de l'application contre les entreprises. Le gouvernement et le FMI ont conclu un accord de 10 milliards de dollars. Moreno, Martínez et le FMI constatent maintenant que le peuple équatorien n'acceptera pas si facilement la restructuration totale de sa société pour plaire au FMI, aux agences de notation, aux banques et à l'oligarchie équatorienne.

Pour obtenir un accord terrible du FMI, Moreno a accepté toutes les demandes du gouvernement américain. L'année dernière, le ministre équatorien du Commerce extérieur, Pablo Campana, a déclaré qu'il souhaitait » réparer les clôtures » avec le FMI et que son gouvernement était » avide de régler un différend de longue date

avec Chevron « . Chevron fait référence à la société, dont le forage pétrolier et les oléoducs ont pollué le pays à tel point qu'une partie du pays est connue sous le nom de Tchernobyl amazonien. Des dizaines de milliards de dollars en restitution sont en jeu. Moreno veut pardonner Chevron pour ses liens plus étroits avec les États-Unis.

Pour plaire aux États-Unis, le gouvernement de Moreno a expulsé de force et illégalement Julian Assange de l'ambassade équatorienne à Londres et a arrêté Ola Bini, qu'il persécute toujours.

La popularité de Moreno s'est effondrée. Des étudiants, des organisations d'indigènes et d'autres restent dans la rue ; le grondement du mécontentement menace la présidence de Moreno. A bas le gouvernement « , disent les manifestants. Les gens dans la rue font écho aux chants qui résonnent en Haïti et au Pérou. Impossible de prédire la direction de la lutte des classes.





Alors que les gens se précipitent dans les rues des villes équatoriennes, leur élan d'énergie nous rappelle la vie de Nela Martínez, communiste et féministe équatorienne. Jeune femme, Nela a rejoint le Parti communiste, dont elle a rapidement accédé à la direction. Lors de la glorieuse Révolution de mai 1944, Nela était dans la rue pour renverser le dictateur, puis il est devenu chef du gouvernement pendant deux jours. L'année suivante, elle est devenue membre du Congrès. Non seulement Nela était une dirigeante du Parti communiste, mais elle était aussi la fondatrice de l'Alianza Femenina Ecuatoriana et de l'Unión Revolucionaria de Mujeres del Ecuador, et – avec Dolores Cacuango – la Federación Ecuatoriana de Indios. Dans cette dernière, Nela et Cacuango ont créé la première école autochtone qui enseignait ses cours en quechua. Nela était aussi romancière et journaliste. Elle est morte à La Havane (Cuba).

Si elle était vivante, elle aurait participé aux manifestations.





Sainath publie le dossier à The Commune, Johannesburg, Afrique du Sud, 7 octobre 2019.

Mardi, à Johannesburg (Afrique du Sud), nous avons organisé un événement au cours duquel nous avons publié une série de publications, dont le **Dossier no. 21** Dossier no. 21 – *L'attaque néolibérale contre l'Inde rurale. Deux rapports de P. Sainath.*

L'Inde rurale, au cours des dernières décennies, a été en proie à une grave crise agraire – commercialisation de l'agriculture, domination de l'agriculture par les multinationales, dette énorme des petits agriculteurs et des travailleurs agricoles, épidémie de suicides dans les fermes, taux élevés de malnutrition et crises en cascade parmi les artisans, les mineurs et tous les travailleurs ruraux qui soutiennent l'agriculture. Depuis 1995, plus de 300 000 agriculteurs se sont suicidés et 15 millions de cultivateurs ont abandonné leurs champs.

P. Sainath, Senior Fellow à Tricontinental : Institute for Social Research, a passé les dernières décennies sur le terrain à écouter les gens, à rédiger leurs histoires et à éduquer des générations d'Indiens sur ceux qui vivent dans les campagnes indiennes. Son livre – *Everybody Loves a Good Drought* (1996) – lui a valu le prix Ramon Magsaysay en 2007. Il y a quelques années, Sainath a fondé le People's Archive of Rural India – également connu sous le nom de **PARI PARI**. Ici, Sainath et une équipe de journalistes fabuleux ont réalisé des reportages sur les 833 millions d'habitants de l'Inde rurale qui parlent plus de 700 langues. C'est un projet remarquable.

Dans le dossier, Sainath nous emmène en Andhra Pradesh, où les agriculteurs cultivent pour des entreprises semencières dans les conditions les plus difficiles. Mais Sainath ne s'intéresse pas seulement à documenter le côté laid de l'histoire ; il tient aussi à détecter les initiatives qui donnent vie à un avenir pour la planète. Une telle vie vient de la coopérative de femmes **Kudumbrashree** Kudumbrashree au Kerala, dont le succès et l'efficacité font que, contrairement à ce qui se passe ailleurs dans le pays, les banques courent après les agriculteurs, et non l'inverse. Veuillez lire le dossier et le partager.

Chaleureusement, Vijay.